

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 Troyes

Troyes, le 20/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2024

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIÈRES SAINT CHRISTOPHE

Lieu-dit "Le Haut de la Cour"
RD6
10500 Blignicourt

Références :
Code AIOT : 0005704502

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2024 dans l'établissement CARRIÈRES SAINT CHRISTOPHE implanté aux lieux-dits « Le Rouest », « Les Argentolles », « Le Gué Dehan » sur la commune de Pont-sur-Seine (10400). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ST CHRISTOPHE
- Le Rouest Les Argentolles Le Gué Dehan 10400 Pont-sur-Seine
- Code AIOT : 0005704502
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Pont-sur-Seine exploité par la société Carrières Saint Christophe est autorisé à extraire des matériaux alluvionnaires par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11-1712 du 15 juin 2011 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°PCICP202315151-0004 du 31 mai 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Portée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 1er	Sans objet
2	Plan	AP Complémentaire du 31/05/2023, article 4	Sans objet
3	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 9.1	Sans objet
4	Remise en état	AP Complémentaire du 31/05/2023, article 2	Sans objet
5	Préservation du milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 10	Sans objet
6	Prélèvements d'eau au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 17.2	Sans objet
7	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 17.3	Sans objet
8	Bruits	Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 21.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'extraction est réalisée conformément aux arrêtés préfectoraux qui encadrent le site (superficie, profondeur). La remise en état des différents plans d'eau a lieu au fur et à mesure que l'extraction se termine, en respectant les mesures imposées, mises en œuvre pour la préservation du milieu naturel notamment. Les dernières mesures de bruit, réalisées en juin 2019 et conformes à la réglementation en vigueur, auraient dû être réalisées à nouveau en juin 2024. L'exploitant a transmis des justificatifs montrant qu'elles seront menées durant le mois de septembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Portée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 1er
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] Les modalités d'exploitation et de remise en état sont fixées par les plans de phasage des travaux et de remise en état du site joints en annexe au présent arrêté.
Constats : L'exploitation des plans d'eau n°1 "Le Gué Dehan" et n°2 "Les Argentolles" est terminée. Les berges ont été réaménagées, comme prévu sur le plan présent dans le dossier de demande d'autorisation environnementale de 2008. Concernant le plan d'eau n°1, la remise en état a été menée conformément au plan. Les aménagements pour la faune sont en place : la mare à amphibiens à l'ouest et l'habitat favorable aux insectes. Pour le plan d'eau n°2, les matériaux (terres de découverte et stériles) sont en place pour finaliser le terrassement au nord et sud du plan d'eau. La remise en état de ce plan d'eau devrait se terminer en 2025. L'extraction a actuellement lieu sur le plan d'eau n°3 "Le Rouest". Elle devrait être achevée pour la fin de l'autorisation accordée. Le phasage est respecté et est conforme au plan présent dans le dossier de demande d'autorisation environnementale de 2008.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2023, article 4
Thème(s) : Autre, Plan
Prescription contrôlée : Un plan à l'échelle 1/2000 ^{ème} est établi. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• les bornes déterminant le périmètre d'autorisation ;• les pistes et voies de circulation ;• les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte... ; Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées, en amont de la visite, deux plans topographiques d'exploitation, à l'échelle 1/1000^{ème}, réalisés par la société GEOPLANS S.A.S : celui du plan d'eau n°3 "Le Rouest" actuellement exploité et celui de la zone où se trouvent les installations de traitement. Sur ces plans figurent les limites du périmètre autorisé, ainsi que ses abords sur 50 mètres, les bornes et les pistes de circulation.

Sur le plan de la zone où se trouvent les installations de traitement, sont représentées les zones de mise à stock de matériaux. Sur le plan topographique du plan d'eau n°3, en cours d'exploitation, il y a les cotes d'altitude des berges.

Suite à la visite, et sur demande de l'Inspection, un plan de la bathymétrie du plan d'eau n°2 (en cours de remise en état), en date du 13/01/2021 et du plan d'eau n°3 (en cours d'exploitation), en date du 14/11/2023, réalisé par la société GEOPLANS S.A.S, a été transmis. Ils permettent d'avoir les courbes de niveau de la profondeur des deux plans d'eau.

Enfin, un plan du plan d'eau n°1, déjà remis en état, a été transmis à l'Inspection, sur lequel apparaissent notamment les zones remises en état.

A noter que le tapis de plaine, ayant fait l'objet d'un porter à connaissance déposé par l'exploitant et ayant conduit à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/05/2023, n'a pas été installé sur le site et ne le sera probablement pas dans le futur, pour des raisons économiques. Il n'est donc pas présent sur les plans transmis.

Les éléments attendus à l'article 4 de l'arrêté préfectoral susvisés sont donc présents sur les différents plans transmis par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 9.1

Thème(s) : Autre, Extraction

Prescription contrôlée :

L'extraction est autorisée sur une épaisseur moyenne de 7 m dont 2 m de matériaux de découverte et 5 m de matériaux alluvionnaires.

Elle ne peut être réalisée en dessous de la cote NGF de 58 mètres.

Constats :

Suite à la visite, et sur demande de l'Inspection, un plan de la bathymétrie du plan d'eau n°2 (en cours de remise en état), en date du 13/01/2021 et du plan d'eau n°3 (en cours d'exploitation), en date du 14/11/2023, réalisé par la société GEOPLANS S.A.S, a été transmis. Ces plans permettent d'avoir les courbes de niveau de la profondeur des deux plans d'eau et de vérifier le respect de l'épaisseur d'extraction autorisée.

Ainsi, l'extraction a été réalisée au plus à la cote NGF de 58,39 m dans le plan d'eau n°2 et à la cote NGF de 59 m dans le plan d'eau n°3. L'épaisseur d'extraction est donc respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2023, article 2
Thème(s) : Autre, Remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affectée par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'étude d'impact et aux plans y afférents, la remise en état comportera les principales dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise en sécurité des fronts, • le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site, notamment les tapis de plaine, • la création de 3 plans d'eau : n°1 de 12,5 ha, n°2 de 11,4 ha et n°3 de 16,4 ha, • la restitution de 7,3 ha de prairies humides, par remblaiement avec les matériaux inertes provenant du site (découverte et stériles) ; ces prairies seront gérées par fauche annuelle ; en marge du plan d'eau n°1, un habitat favorable aux insectes et notamment au Cuivré des marais sera recréé, • les berges en pente douce (inférieure ou égale à 15°) représenteront 40% du linéaire de berges, les berges intermédiaires (30°) 40 %, les berges filtrantes (45°) 10 %, les berges doubles 7 % et les berges sableuses 3%, • des berges à 30° seront créées aux abords des fossés de drainage associés aux ouvrages de décharges situés sous la RD 40 bis, • des hauts fonds seront mis en place sur 30 % du linéaire des berges, • la sinuosité des berges des plans d'eau sera accentuée afin d'adoucir la linéarité des limites du parcellaire, • un îlot affleurant sera créé dans le plan d'eau n°3, il sera recouvert de graviers, • des mares à amphibiens seront créées au nord et au sud, • un boisement compensatoire sera créé au sud du plan d'eau n°3 sur une superficie de 1,2 ha (arbres 60% et arbustes 40%) ; la densité sera de 1200 plants d'essences locales à l'hectare, • des bosquets et des haies arbustives seront créés à différents endroits sur le pourtour des plans d'eau. <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>La remise en état doit être terminée au plus tard avant l'échéance de l'autorisation. Aucune autre échéance n'est fixée à l'exploitant concernant les mesures à mettre en place pour remettre en état le site. Il mène donc les opérations de réaménagement au fur et à mesure, avec l'objectif que ce soit terminé à l'échéance de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant aménage les berges et met en œuvre les dispositions prescrites à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/05/2023 une fois que l'extraction du plan d'eau est achevée. Ainsi, le jour de la visite d'inspection, la remise en état du plan d'eau n°1 était achevée. Des plantations d'arbres et haies ont été menées au nord, à l'est et au sud-est du plan d'eau. Un habitat favorable aux insectes, et notamment aux Cuivré des marais a été créé, ainsi qu'une mare à amphibiens à l'ouest. La remise en état de ce plan d'eau est conforme à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/05/2023 et au plan de remise en état prévu dans le dossier d'autorisation environnementale.</p> <p>La remise en état du plan d'eau n°2 devrait être achevée en 2025. Les berges sont d'ores et déjà aménagées, selon les proportions et pentes indiquées dans l'article susvisé. Il reste pour le plan d'eau n°2 à terrasser la partie nord et sud et également à créer les berges aux abords des fossés de drainage, associés aux ouvrages de décharges situés sous la RD40 bis.</p> <p>La remise en état du plan d'eau n°3 interviendra une fois l'exploitation achevée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Préservation du milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2024, Préservation du milieu naturel
Prescription contrôlée : Une bande de 10 mètres sera préservée de part et d'autre des fossés de drainage associé aux fossés de décharge et des noues. [...] L'exploitant relèvera 6 fois par an le niveau d'eau des piézomètres visés à l'article 6 afin d'établir une cote moyenne hautes et basses eaux de la nappe, en vue de recréer des prairies humides à une cote NGF adéquate. Le premier relèvement aura lieu avant le début de l'exploitation. [...]
Constats : La bande de 10 mètres est bien présente sur le terrain. Concernant les piézomètres, une sonde relève quotidiennement le niveau de la nappe. Les fichiers excel, pour chaque piézomètre, avec l'ensemble des relevés de la profondeur d'eau par rapport au Terrain Naturel (TN) depuis le 06/05/2021 ont été transmis par l'exploitant. Ces relevés permettent de suivre le niveau des eaux, conformément à l'article 10 de l'arrêté préfectoral susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prélèvements d'eau au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 17.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : L'eau utilisée dans l'établissement (hors installation de traitement) provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable. L'eau nécessaire au fonctionnement de l'installation de traitement sera prélevée dans un bassin d'eau claire via une pompe d'un débit de 250 m ³ /h. Les eaux de lavage sont déversées dans une série de bassins de décantation en cascade avec surverse. Les deux premiers sont régulièrement curés et le dernier bassin d'eau claire est destiné au pompage. Les bassins seront curés autant que de besoin et au plus tous les 4 mois.
Constats : Outre l'eau utilisée pour le process de traitement des matériaux, le reste de l'eau utilisée sur le site a un usage domestique, pour les salariés présents, et provient du réseau public de distribution d'eau potable. L'installation de traitement fonctionne en circuit fermé. Les eaux de lavage passent dans deux bassins de décantation, puis dans un chenal, avant d'atteindre le bassin d'eau claire, dans lequel l'eau est pompée pour être réutilisée dans l'installation de traitement. Pour mesurer la consommation d'eau, un débitmètre d'entrée est placé à la sortie du bassin d'eau claire et un débitmètre de sortie après l'installation de criblage. L'installation de traitement nécessite tout de même de prélever 29 000 m ³ / an pour l'année 2023. Deux autres bassins sont présents sur le site pour stocker les boues de curage des bassins et les faire sécher. Le curage des bassins est assuré par l'exploitant lui-même, 3 fois par an selon la production. Le dernier curage des bassins avait eu lieu en avril 2024 selon l'exploitant et le prochain devrait avoir lieu quelques jours après la visite. L'exploitant a transmis sa déclaration auprès de l'Agence de l'eau sur laquelle est indiqué le curage des bassins de décantation avec son volume (6 200 m ³ pour l'année 2023).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 17.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu
Prescription contrôlée : Il n'y a pas de rejets d'eaux industrielles dans le milieu naturel. Un fossé d'infiltration relie le bassin d'eau claire et le plan d'eau. Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : Il n'y a aucun point de rejet des eaux industrielles sur le site. Il n'y a pas non plus de fossé d'infiltration, qui relie le bassin d'eau claire au plan d'eau, comme le prévoit l'article 17.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/06/2011. Les eaux domestiques sont quant à elles entièrement traitées par Véolia, avec qui l'exploitant a un contrat.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2011, article 21.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Prescription contrôlée : Les bruits émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à : <ul style="list-style-type: none">• 5 dB(A) pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés,• 3 dB(A) pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés. [...] Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée (périmètre PA défini à l'article 1) sont : <ul style="list-style-type: none">• 70 dB(A) de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés,• 62 dB(A) de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés. [...] Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière puis tous les 5 ans.
Constats : Le dernier contrôle des niveaux sonores date de juin 2019 et a été réalisé par la société Axylis. Les résultats montrent que les émergences de bruit et le niveau sonore en limite de site ne dépassent pas les exigences réglementaires de l'arrêté ministériel du 23/01/1997, rappelées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 15/06/2011. La fréquence de réalisation des contrôles de bruit n'a pas été respectée par l'exploitant et le délai des 5 ans est dépassé depuis juin. Cependant, l'exploitant a transmis par mail un bon de commande (référence 4500599314), daté du 01/07/2024, auprès du bureau d'études ENCEM, pour réaliser ce contrôle courant le mois de septembre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des installations classées les résultats des mesures de bruit dès leur réception.
Type de suites proposées : Sans suite

